

Certification forestière

Le Gabon à l'heure de la certification FSC



Photo : Jean Madouma

Une cargaison de bois labellisé à l'export.



Photo : Jean Madouma

Le contreplaqué d'okoumé dédié à l'export.

JM
Libreville/ Gabon

LES concessionnaires qui participent au Programme sur le bassin du Congo (CBP) lancé par l'Initiative pour le commerce durable (IDH) ont obtenu la certification du Conseil de bonne gestion forestière (FSC). Cette initiative, qui couvre plus de 4 millions d'hectares, a pour but d'accroître la production et le com-

merce responsables de bois tropicaux. Elle a aidé et guidé les concessionnaires à obtenir la certification du FSC et améliorer leur position sur le marché en cofinçant un certain nombre d'activités. Les entreprises forestières avaient été invitées à devenir des partenaires du CBP, et seules celles qui sont partenaires officielles pouvaient bénéficier de l'appui financier fourni dans le cadre de ce pro-

gramme. Au Gabon, il s'agit des entreprises Precious Woods, Rougier et Corà Wood Gabon SA. Dans le cadre de son Plan d'actions relatif à l'application des lois forestières, la gouvernance et le commerce (FLEGT), l'Union européenne (UE) a mis au point une carte interactive qui permet aux usagers d'obtenir des informations sur plus de 100 projets dans le monde. Offrant des outils

de recherche faciles d'utilisation, la carte comporte des liens vers des histoires liées aux projets, des photos et des vidéos. Un projet recycle des téléphones mobiles pour lutter contre l'exploitation forestière illicite et le braconnage. Une nouvelle opération de financement privé appelée Rainforest connection vise à transformer d'anciens téléphones mobiles en des appareils d'écoute, alimentés à l'énergie so-

laire pour suivre et détecter l'activité d'une tronçonneuse à une distance de un kilomètre maximum. Ce dispositif de détection de coupes en temps réel va être installé en hauteur dans les canopées où il sera virtuellement invisible. Le but est de repérer l'exploitation forestière illicite dès qu'elle se produit, grâce au mécanisme d'alerte que déclenchera le son des tronçonneuses. Les données seront

transmises ouvertement, librement et immédiatement dans le monde entier et permettront aux autorités locales d'investiguer les perturbations. Le projet a été initialement financé par une campagne de promotion, qui a récolté des fonds suffisants pour l'exécution de tests en Afrique (Cameroun) et en Amazonie (Brésil) en 2015, lesquels ont été concluants. Ce test va se poursuivre au Gabon, au Congo et en RDC